

hongrois, en allemand, en bulgare, en italien et en finlandais. Évidemment je pourrais également mentionner les hebdomadaires torontois publiés en anglais tels la *Canadian Tribune*. Le *National Affairs* est publié par le même organisme.

On n'a qu'à examiner la teneur des articles de ces journaux pour constater leur étrange uniformité. J'ai sous les yeux des numéros originaux de nombre de ces journaux en langues étrangères. Celui que j'ai devant moi, c'est *Munkas*, journal hongrois où on lit presque les mêmes textes que dans *Vestnik*. On les retrouve encore dans *Vapus*. Tous ces textes émanent d'une même source, d'un bureau d'orientation.

Chacune de ces publications contient des coupures, des photographies et des articles de genre de leur pays d'origine. Les représentants diplomatiques de ces pays à Ottawa leur font parvenir des empreintes, des photographies et des articles de genre. Et ces journaux qui ne paraissent avoir aucun moyen de se soutenir, reçoivent de Moscou des télégrammes de milliers de mots.

C'est curieux comme il est facile pour certains de publier actuellement des journaux, en dépit du coût élevé du papier-journal et des services télégraphiques. De plus, et cela fait partie de cette activité générale, certaines des représentations diplomatiques ici à Ottawa distribuent des films de propagande qu'elles reçoivent des pays communistes. La diffusion de ces films se fait sous la direction de ces périodiques, qui renseignent le lecteur dans sa propre langue au sujet des endroits où les films peuvent être vus.

Bien des gens qui détestent le communisme iront quand même voir des vues du Danube, de Vienne, de Roumanie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de tous ces pays qui leur sont encore très chers, et que les terribles conditions d'aujourd'hui leur rendent peut-être encore plus chers. On se sert de ces films pour répandre les idées communistes dans l'esprit des jeunes.

Durant le week-end, on réunit les enfants et on a recours à ces images,—habiles, dangereuses, contraires à tout ce que nous professons,—pour les attirer vers cette doctrine. Cette activité s'étend à tous les domaines. On connaît les fausses attitudes que l'on s'efforce d'inspirer. Tout le monde croit à la paix. Tout être humain digne de ce nom désire la paix. C'est pourquoi nous avons des conseils de la paix. Les journaux de cet après-midi m'apprennent que le secrétaire d'État au Affaires extérieures doit recevoir une députation jeudi. Je ne sais s'il a fixé un rendez-vous. J'espère, je suis même convaincu, qu'il ne l'a pas fait.

Sous ce titre: Une délégation opposée à la bombe atomique conférera jeudi avec M. Pearson; le docteur J. G. Endicott accompagnera les pétitionnaires à Ottawa, l'*Evening Citizen* d'Ottawa déclare:

Une délégation opposée à la bombe atomique se présentera jeudi midi au bureau de l'honorable Lester B. Pearson. La nouvelle nous vient de Mme Edith Holtom, 5 avenue Hawthorne, qui joue un rôle prépondérant, à Ottawa, au Congrès canadien pour la paix. Mme Holtom a souligné que l'entrevue avec M. Pearson a été organisée par le premier ministre, M. St-Laurent.

Voici, je crois, une grande surprise pour le premier ministre (M. St-Laurent), comme ce le serait pour chacun d'entre nous.

Le très hon. M. St-Laurent: Aucunement. J'ai reçu une lettre du secrétariat de cette ligue, il y a quelque temps, demandant une entrevue avec le cabinet et me priant de faire le nécessaire pour que M. l'Orateur mette à sa disposition la salle du comité des chemins de fer afin que les délégués y exposent leur pétition ou leurs observations.

J'ai répondu qu'il n'était pas d'usage que le gouvernement aide à faire la publicité de mouvements de ce genre, et que je ne tenterais aucune démarche auprès de M. l'Orateur au sujet de la salle du comité des chemins de fer ni d'aucune autre salle. J'ajoutais que si la ligue avait d'autres revendications à formuler à qui que ce soit, nous ne nous refuserions évidemment pas à les entendre, et que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) serait disposé à accueillir la députation si elle était en mesure d'exposer sa thèse avant qu'il parte pour une authentique conférence de la paix déjà convoquée à Londres; enfin, que si la députation ne pouvait se présenter avant son départ le secrétaire intérimaire prendrait acte de la pétition ou des doléances, mais que le nombre de membres dont se composerait la députation n'ajouterait rien à l'impression qu'elle ferait sur le Gouvernement.

M. Drew: Monsieur l'Orateur, il y a à peine un instant que j'ai pris connaissance de cet article du *Citizen* d'Ottawa de cet après-midi. J'ai cru qu'il s'agissait probablement d'un rapport inexact car, en ces jours troubles, le Gouvernement et chacun de ses membres ont des travaux trop importants à remplir, pour perdre leur temps à recevoir des communistes comme ceux-ci, affublés d'un faux nez. Après tout, on n'entretient plus aucun doute au sujet de ce soi-disant Congrès canadien de la paix. C'est le devoir du Gouvernement, comme l'a dit le premier ministre, de recevoir, par l'entremise de ses ministres ou de ses hauts fonctionnaires, toute députation qui se présente ici, qu'on pressente ou non qu'elle a d'utiles demandes à présenter